La parité en politique, et plus généralement l’égalité femme-homme, même si elle n’existe pas encore pleinement, n’est pas une cause perdue. Malgré tout en l’état actuel des choses, si on n’introduit pas de nouvelles mesures ou de modification dans la loi, ça ne changera pas magiquement: on ne peut pas simplement se baser sur la bonne volonté des partis politiques.
On voit bien que, même avec la loi sur la parité, dès qu’il y a des petites failles ou des manières de pouvoir détourner l’esprit de la loi pour réussir à continuer de faire élire 80% de députés hommes, les partis s’en servent. Si rien ne change dans la loi, il y a fort à parier que la France continuera à être dans les pays les moins bons d’Europe en terme de parité. Ce qui est fou pour la France qui a une tradition démocratique forte!

L’accès au pouvoir politique pour les femmes est primordial. Car au delà de cela, c’est remettre en cause les rôles établis qui existent dans notre société. Cela fait trop longtemps que l’on pense que les hommes seraient plutôt fait pour l’espace public, et seraient ceux qui prendraient des décisions, tandis que les femmes seraient plutôt faites pour l’espace privé. La parité, c'est remettre en cause cela, c’est remettre en cause la division sexiste de la société, c’est donc fondamental pour l'égalité femme homme en général.

Ce qu'on voit aujourd'hui c'est que la parité fonctionne bien avec les scrutins de listes, mais qu'elle est difficile à obtenir pour les scrutins uninominaux. Avec le scrutin uninominal on peut seulement exiger que les partis présentent autant de femmes que d’hommes, on ne peut pas obliger à un résultat: ce serait nier les électeurs. Et même quand il ne s'agit que de faire candidater des femmes, on constate que c’est déjà compliqué! Par exemple, l’UMP est un parti qui fait beaucoup de discours sur la parité, mais dans les faits c’est différent: pour les candidatures aux législatives de juin, à peine 28% de femmes ont été investies à l’UMP. Sans parler du fait que Nicolas Sarkozy avait sept femmes ministres sur quinze au début de son mandat, aujourd’hui, il n’y en a presque plus.

A Osez le Féminisme, nous proposons plusieurs mesures pour remédier au retard de la France. Dans un premier temps il faut aller au-delà des sanctions financières actuelles, et décider de l’arrêt du financement public des partis qui ne respectent pas la loi sur la parité. Ensuite, nous essayons de pousser à une réforme constitutionnelle pour changer le mode de scrutin aux élections législatives: on demande la généralisation des scrutins de listes, qui eux, permettent d’avoir la parité. C’est dommage d’avoir à en passer par là, mais l’incitation financière seule ne fonctionne pas, contrairement à l’obligation et la sanction. On aimerait bien que cela se passe autrement, mais l'expérience montre que ca n'est pas possible.

En plus de cela, il faut savoir que davantage de femmes, c’est aussi davantage de nouvelles têtes politiques: cela est rendu plus simple s’il y a moins de cumuls de mandats. Si c’est un

homme qui cumule toute sa vie dix mandats, il va monopoliser beaucoup trop de place ! Nous demandons donc aussi le non renouvellement à partir de deux mandats successifs et l’interdiction de cumuls des mandats pour laisser plus de places à d'autres, et donc potentiellement, aux femmes.

Pour nous, la parité en politique est quelque chose qui a trait à l'égalité mais aussi à la justice et à la cohérence démocratique. Certain-e-s argumentent en faveur de la parité en disant que les femmes sont différentes des hommes, qu’elles apporteraient un regard complémentaire, etc. Nous ne sommes pas du tout dans ce discours: les femmes et les hommes sont égaux et l’accès au pouvoir pour les femmes est un impératif de justice.